

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Djoudi engage les services du ministère des Finances

Le ministre des Finances a annoncé, hier, le lancement d'une campagne anticorruption qui impliquera l'ensemble des administrations placées sous la tutelle de son département. L'Inspection générale des finances a été chargée de déterminer les sources de cette corruption.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Karim Djoudi a tenté, hier, de rassurer les membres du Conseil de la nation en réaffirmant la volonté de l'Etat à lutter activement contre la corruption. Le ministre, dans sa réponse aux sénateurs dans le cadre des débats sur la loi de finances et du budget 2010, a indiqué que son départe-

ment est engagé dans une campagne pour lutter contre ce phénomène. «Nous avons demandé aux services relevant du ministère des Finances de procéder à des contrôles au niveau des banques, des sociétés d'assurances et des douanes afin de lutter contre la corruption. Des mesures ont été prises pour déterminer avec

exactitude la source de ce fléau», a déclaré Karim Djoudi, en séance plénière. L'Inspection générale des finances sera appelée à jouer un rôle déterminant dans cette opération. «L'Inspection générale des finances a été chargée d'identifier les causes de cette corruption. Au cours de l'année 2009, l'IGF a procédé à 188 opérations de contrôle et dressé 154 procès-verbaux. Ce service a également pour mission d'élaborer et de présenter un plan de travail afin d'endi-

guer ce fléau», a-t-il assuré. Notons que lors des débats autour de la loi de finances 2010, plusieurs membres du Conseil de la nation ont interpellé les membres du gouvernement au sujet des affaires de corruption qui ont éclaté au grand jour ces derniers mois.

Pas d'augmentation du gasoil

Sur un autre plan, le ministre des Finances a souligné que le gouvernement n'envisageait pas d'augmenter le prix du gasoil. Une déclaration qui vient en

réponse à la proposition de l'Autorité de régulation des hydrocarbures. Lundi, Nouredine Cherouati, président de l'ARH, a rendu publiques les mesures de cette proposition qui a été adressée au gouvernement. Selon le responsable de cette instance, le tarif du litre de gasoil à la pompe devrait atteindre les 15 DA dans un proche avenir afin de permettre aux raffineries de ne pas produire à perte. Donc, à en croire Karim Djoudi, cette option n'est pas encore d'actualité.

Notons, par ailleurs, que le ministre des Finances a annoncé une baisse sensible des importations pour les onze premiers mois de l'année. Un recul estimé à 3 %, les importations étant estimées à 34,9 milliards de dollars à fin novembre 2009 contre 36,1 milliards à la même période de l'année précédente. Selon Djoudi, cette baisse est à mettre sur le compte des «mesures de régulation prises lors des lois de finances complémentaires précédentes».

T. H.

LOUISA HANOUNE LEUR RECOMMANDE DE VOTER RND

Test de discipline pour les élus du PT

Ce qui devait inéluctablement arriver arriva. Le Parti des travailleurs (PT) quitte sa loge dans la périphérie du pouvoir et imprime un premier mouvement à sa glissade vers son giron immédiat. Et c'est au bras du libéral RND que le parti de Louisa Hanoune, fardé de trotskysme, compte s'y introduire.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le renouvellement, fin décembre, de la composante du Sénat aura donc été nécessaire à quelques décantations politiques. Non intéressé, pour son compte propre, par des strapontins dans la Chambre haute du Parlement, le Parti des travailleurs a décidé d'épauler le Rassemblement national démocratique.

C'est Louisa Hanoune, la secrétaire générale du parti, qui informait lundi que c'est au RND d'Ahmed Ouyahia que le PT destine ses faveurs électorales. Partout, sauf à Alger où, devait-elle préciser, c'est le candidat du Front de libération nationale qui en jouira. Et ce dernier n'est pas tombé dans les bonnes grâces du PT, pour cause d'appartenance au FLN, courtisan éconduit, mais pour syndicalisme avéré au sein de la Centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Le parti de Abdelaziz Belkhadem a prétendu, lui aussi, à cette lune de miel avec le PT mais, nous apprend Louisa Hanoune, il s'y est pris tardivement. Mais ce n'est pas que pour cela que le FLN a été repoussé. Lui, contrairement au RND qui s'engage pour un mariage politique durable, a postulé pour juste une alliance conjoncturelle, en l'espèce électorale. De cela, le Parti des travailleurs n'en a pas voulu. Ce qui

semble l'intéresser n'est pas tant l'alliance électorale en elle-même, mais ce qui va avec, en l'occurrence l'accord politique qui est en passe d'être conclu avec le RND. Un accord qui, d'une certaine manière, fait s'enchaîner les deux partis pour d'autres compositions politiques. De la sorte, le Parti des travailleurs s'assure une attache, même ténue, avec l'Alliance présidentielle à laquelle le RND, en sa qualité de membre à part entière,

participe activement. A défaut d'une intégration pleine et entière dans l'Alliance présidentielle, le parti de Louisa Hanoune exploite les possibilités du moment et se saisit de la seule opportunité offerte, à savoir convoler en juste alliance avec un de ses membres. Car, il va sans dire, que ce n'est pas l'affinité idéologique qui a prévalu dans ce lien politique tissé à l'ombre des sénatoriales entre le PT et le RND. Le Parti des travailleurs s'est, de tout temps, réclamé d'obédience trotskyste. Le Rassemblement national démocratique, lui, fait du libéralisme son sacerdoce. Et ce n'est pas parce que le RND a voté la loi de

finances complémentaire 2009 et préconisé quelques mesures de protection de l'économie nationale qu'il est à cataloguer dans un autre registre que celui de parti libéral. Louisa Hanoune dit avoir conclu à une accointance électorale avec Ouyahia, car convaincue que les élus du RND continueront à défendre les options contenues dans la LFC 2009. Faut-il faire remarquer qu'en termes de soutien à la fameuse loi, le RND ne détient pas l'exclusivité. Ses partenaires dans l'Alliance présidentielle, le FLN et le MSP, avaient fait preuve de la même discipline à voter la LFC, promulguée, il est utile de le

rappeler, sous forme d'ordonnance présidentielle. Cela étant, il serait intéressant de savoir comment les élus du PT réagiraient à la directive de leur secrétaire générale qui leur recommande de voter en faveur des candidats du RND ? S'ils sont véritablement abreuvés au socialisme, version 4^e Internationale, il leur sera pénible de se convertir aussi aisément au libéralisme. A moins que, à la base, chez le PT, le dogme ne soit pas prégnant. Auquel cas, le PT, qui s'en est toujours plaint, aura lui aussi été une destination pour les nomades politiques.

S. A. I.

LOI RELATIVE AU TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les magistrats dénoncent un vide juridique

Les modalités d'application de la nouvelle loi relative au travail d'intérêt général, comme peine alternative à l'emprisonnement, restent non clarifiées pour les magistrats chargés de l'application des peines. Ces derniers soulignent, en ce sens, plusieurs failles dans ce texte.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Réunis hier lors d'un séminaire sur le travail d'intérêt général, les magistrats chargés de l'application de cette peine ignorent toujours comment et dans quel cas prononcer la peine de travail d'intérêt général.

Comment prononcer cette peine à l'égard des mineurs, des étrangers ; le procureur général peut-il requérir cette peine ; sont-ils concernés par la garce présidentielle et, une fois cette peine prononcée, le casier judiciaire de la personne condamné restera-t-il vierge ? Autant d'interrogations exprimées hier, lors de cette journée.

Selon les juges, cette loi n'a pas été suivie par des textes d'application plus détaillés. Selon une magistrate, cette peine, entrée en vigueur le 25 février dernier, a été introduite suite au principe selon lequel la prison aggrave toujours l'«écart» vis-à-vis de la population,

notamment pour les condamnés primaires qui risquent de récidiver. L'emprisonnement de ces derniers pour délits non graves augmente également le volume de la surpopulation carcérale.

Lors de la rencontre, ont été par ailleurs abordées les problématiques relatives aux institutions publiques les mieux à même de remplir cette fonction sociale, soit de savoir quel établissement accueillera ces condamnés.

Les intervenants ont demandé à ce que les institutions économiques et les associations acceptent de les accueillir. Le maximum d'heures de travail que doit fournir, sans contrepartie, le condamné ne doit

pas dépasser les 600 heures par an, le condamné à une peine d'intérêt général ayant à accomplir 2 heures de travail pour chaque jour d'emprisonnement.

Et si le délit commis par l'inculpé doit être puni par plus de trois ans de prison ferme, celui-ci ne bénéficiera jamais de travail d'intérêt général, mais de la seule peine d'emprisonnement.

Par ailleurs, le juge d'instruction doit d'abord prononcer son verdict par rapport à la peine d'emprisonnement avant d'accorder au condamné l'option de travail d'intérêt général, le dernier mot revenant au détenu.

S.A

MODERNISATION DE LA JUSTICE EN DÉBAT AU FORUM D'EL MOUDJAHID

«Les nouvelles technologies, clé de voûte de la réussite»

La modernisation de la justice en Algérie ne peut se faire sans l'intégration concrète des nouvelles technologies de l'information. Celles-ci permettront «une plus grande efficacité dans le traitement des affaires judiciaires, dans l'intérêt des citoyens en général et des justiciables en particulier». C'est ce qu'a laissé entendre, hier, M. Henni, directeur du projet de modernisation au niveau du ministère de la Justice.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'informatisation des structures du département de la Justice, véritable clé de voûte du processus de modernisation mis en place par la chancellerie, était, hier, au centre d'un débat organisé par le Forum d'El Moudjahid. Animés par M. Henni, premier responsable de la Direction générale de la modernisation de la justice, une structure dépendant de la chancellerie, les débats ont porté sur les travaux déjà réalisés dans le domaine et ce

«pour une meilleure exploitation, fonctionnement des différents outils et systèmes déployés conformément aux orientations de la conférence nationale de réforme de la justice et qui sont dédiés à l'automatisation et à la numérisation des activités judiciaires et des juridictions». A ce propos, le conférencier a mis en exergue les différents outils et systèmes qui sont, dit-on, en phase avancée de réalisation et qui se traduiront par la mise en place d'un réseau sectoriel de la

justice (Intranet), le traitement automatique et numérique du casier judiciaire, un système de gestion et de suivi du dossier judiciaire dont le déploiement est assuré par l'ensemble des cours du pays et plus de 200 tribunaux. Cette procédure sera déployée sur l'ensemble des cours et tribunaux du pays avant la fin de l'année en cours. Le plan comprend un autre système pour le suivi et la gestion des populations carcérales, «soit toutes les informations ayant trait aux détenus, de leur entrée à leur sortie de la maison d'arrêt». Selon le conférencier, ladite démarche aura pour avantages la gestion optimale des grâces et des transferts ainsi que la constitution d'un fichier national des détenus doté de possibilités de

recherche en temps réel, selon les critères de récidive, incidents, tranches d'âge, catégories de délinquants. La gestion automatique des populations carcérales en Algérie permettra aussi de retracer l'itinéraire de chaque détenu depuis les motifs et les circonstances de son incarcération, son comportement et son traitement pendant son séjour carcéral jusqu'à sa libération définitive. La modernisation de la justice est illustrée également par l'entrée en vigueur, à compter de dimanche prochain, d'un site web. Celui-ci est destiné à recevoir les demandes et à faciliter l'accès des citoyens aux informations légales. «Le ministère de la Justice a mis en place ce nouveau portail pour répondre aux nombreuses demandes reçues de

la part des citoyens, qui devaient jusqu'à présent se rendre à Alger pour obtenir des informations légales. Or, dans la plupart des cas, ces demandes ne nécessitent pas un tel déplacement», a expliqué le conférencier. Et d'ajouter : «Ce nouvel outil permettra de gagner du temps, facilitera l'accès aux informations et évitera aux citoyens de devoir avoir recours aux services d'un conseiller juridique ou d'un avocat.» Rappelons que la réforme de la justice algérienne a été approuvée en 2000 par le gouvernement, avec le double objectif d'adapter le secteur judiciaire aux mutations actuelles et de préparer le pays à «composer avec les données de la nouvelle conjoncture internationale».

A. B.